



Entreprises LA sous perfusion

Anna DAVID

Les experts-comptables occupent une place essentielle dans la lutte contre la crise économique liée au Covid-19.

Les malades du coronavirus, admis en réanimation, doivent apprendre à respirer par eux-mêmes, sans aide artificielle, lorsqu'ils en sortent. Les entreprises qui bénéficient des dispositifs mis en place par le gouvernement devront elles aussi apprendre à vivre sans...

Depuis le début de la crise sanitaire, on parle trop peu, selon Alexandre Salas-Gordo, président de l'Ordre des Experts-Comptables (OEC)

Aquitaine, « des conséquences économiques vertigineuses que nous devons affronter. Et du potentiel crack économique ». Dans ce contexte, les experts-comptables sont en première ligne, aux côtés des dirigeants, pour les accompagner et les conseiller : trois entreprises françaises sur quatre font appel à cette profession. « Jusqu'à présent, nous étions dans une situation d'urgence, constate le président. Nous sommes intervenus pour faire de la pédagogie et mettre en oeuvre les dispositifs mis en place par le gouvernement : reports d'échéances sociales et fiscales, activité partielle, PGE, fonds de solidarité... »

Les experts-comptables jugent les décisions gouvernementales « dépourvues de pragmatisme » et réclament plus de simplification dans les dispositifs. Ils s'agacent « devant une telle complexité et le décalage entre les discours prometteurs relayés dans les médias et les modalités pratiques ». Pour la

profession, « débloquer des fonds, même considérables, ou décaler certaines charges ne suffit pas. Ce sont des conditions nécessaires pour maintenir les entreprises sous respiration artificielle mais pas suffisantes pour les guérir. » Il faudra donc, à long terme, « prendre des mesures et des dispositions d'ampleur pour faire face à la dette qu'il faudra rembourser. Il s'agit non pas de reporter des échéances mais, tout simplement, de les annuler. » C'est précisément dans ce contexte économique en pleine mutation que l'institut Sofos, créé par l'Ordre des Experts-Comptables d'Aquitaine et placé sous la direction du professeur des universités Christian Prat Dit Hauret (par ailleurs expert-comptable), vient de voir le jour. Il s'agit d'un « think tank » dont l'objectif est de produire des études économiques pragmatiques, réalistes et ambitieuses. Elles s'appuieront à la fois sur les travaux académiques réalisés par des chercheurs mais également sur les préconisations et remontées d'informations provenant des experts-comptables sur le terrain. À ce jour, une dizaine d'études sur les cinquante premières identifiées est déjà prête.

« Aujourd'hui, l'objectif est de passer de la phase de critique des dispositifs mis en place à une phase positive et constructive pour présenter des propositions ambitieuses et originales à travers l'institut Sofos (1) », précise Alexandre Salas-Gordo.

Ainsi, la première étude s'intitule *Des propositions pour relancer*

l'économie française. Elle porte sur dix thématiques avec une double approche : micro-économique, venant du terrain ; et macro-économique, car on ne peut pas déconnecter la politique économique de la politique budgétaire ou monétaire. « La crise sanitaire est en train de déclencher une crise économique qui s'étalera sur de longs mois. Il s'agit à la fois de survie économique et de reconstruction du modèle économique. C'est dans ce cadre que nous nous sommes positionnés », détaille Christian Prat Dit Hauret. Malgré tout, les quatre universitaires auteurs de cette étude se veulent optimistes, « car on voit plein de possibilités de redressement économique pour les mois et les années à venir ».

Parmi les propositions de Christian Prat Dit Hauret, relevons la nécessité d'une politique volontariste et d'une politique keynésienne. Tout l'enjeu est de reconstruire l'économie de l'offre et de flécher la relance économique vers les secteurs stratégiques (santé et recherche, agroalimentaire local, défense, bâtiment et transition écologique). L'investissement est essentiel. Et il faut réorienter l'épargne des Français - beaucoup trop positionnée sur l'immobilier, l'assurance vie et les comptes à terme - vers le financement des TPE et PME, avec des réductions fiscales. « Pourquoi ne pas inciter à flécher une partie de cette épargne, moyennant des crédits d'impôts, vers des fonds régionaux qui viendraient soutenir des secteurs



stratégiques », propose Lucas Sarlange, vice-président de l'OEC.
Autres thématiques évoquées dans cette première, et passionnante, étude : la résilience des acteurs économiques, le choix des nouvelles pratiques de management au sein des TPE/PME (encourager le capital humain...) ou encore l'opportunité d'une véritable souveraineté économique dans un contexte mondialisé.

(1) institutsofos. fr. ■